

## Discours Programme du Premier ministre Yoshihiko NODA

à l'occasion de l'ouverture de la 178<sup>ème</sup> session parlementaire de la Diète

13 septembre 2011

### 1. Introduction

À l'occasion de l'ouverture de la 178<sup>ème</sup> session ordinaire de la Diète, j'adresse une prière pour le repos de l'âme des victimes du grand séisme de l'Est du Japon, des pluies torrentielles et du typhon qui ont suivi. Je renouvelle également toute ma sympathie aux personnes sinistrées que ces catastrophes ont contraintes à un quotidien difficile.

Je viens d'être nommé au poste de Premier ministre du Japon. De tous temps, on attend seulement des hommes politiques qu'ils agissent avec « sincérité et dévouement ». Je ferai en sorte d'agir de manière juste et intègre et de rester fidèle à mes convictions en tant qu'homme politique, tout en prêtant une oreille attentive à la voix du peuple. Mon intention est de faire tout mon possible pour remplir la lourde tâche de sortir le pays de la crise où l'a plongé la catastrophe du séisme. Pour ce faire, je sollicite le soutien et la coopération de l'ensemble des partis politiques et des groupes parlementaires, à commencer par notre allié au sein du gouvernement de coalition le Nouveau Parti du Peuple (NPP), ainsi que de la population japonaise.

Six mois se sont déjà écoulés depuis cette journée du 11 mars 2011, mais les régions touchées restent encore profondément marquées par cette catastrophe qui a coûté de nombreuses vies et détruit l'existence paisible de nombreux habitants. Le grand séisme de l'Est du Japon et l'accident survenu à la centrale nucléaire de Fukushima Dai-ichi ont eu des répercussions considérables sur l'ensemble du pays et pas seulement sur les régions touchées. Le Japon se voit ainsi contraint de fournir une réponse rapide à de nouveaux défis suite à cette catastrophe, en plus de ceux auxquels il est confronté depuis des années sur le plan économique et social.

Alors que le pays connaît une situation d'urgence nationale, ce que nous ne devons oublier, c'est la grandeur d'âme dont les Japonais ont fait preuve malgré le caractère désespéré de la situation. Comme Mme Miki ENDÔ, employée au Service municipal de la prévention des catastrophes naturelles de la ville de Minami-Sanriku, qui n'a cessé d'appeler la population locale à se réfugier sur les hauteurs. Sa voix, transmise depuis

l'émetteur de ce Service, a redonné du courage et sauvé la vie de nombreuses personnes. Malgré sa peur, elle continua à lancer des appels avant de disparaître, happée par le tsunami. Si elle avait toujours été en vie, elle aurait célébré son mariage ce mois-ci. Partout dans les régions touchées par la catastrophe, des gens ont ainsi fait preuve d'une profonde solidarité (*kizuna*), en remplissant leur devoir au péril de leur propre vie et en prenant soin des personnes qui en avait besoin. La détermination de ces personnes qui, face à l'adversité, se sont dévoués comme Miki ENDÔ au bien de la communauté et les nombreux sinistrés qui enduraient silencieusement les épreuves tout en se soutenant mutuellement, n'est-ce pas là que nous pourrions trouver la « fierté » d'être Japonais ainsi que « l'espoir » dans le futur ?

Nous ne devons pas oublier ces hommes et ces femmes qui luttent en première ligne pour rétablir la situation à Fukushima et pour aider les populations sinistrées. La semaine dernière, je me suis rendu sur le site de la centrale nucléaire de Fukushima Dai-ichi en ma qualité de responsable du Quartier Général pour la gestion des situations d'urgence nucléaire. Là, plus de 2000 personnes revêtues de masques et de combinaisons de protection travaillent en silence au rétablissement de la situation sous la menace des radiations et les risques d'insolation. Citons également les agents des collectivités locales frappées par le séisme et les récentes pluies diluviennes qui, tout en étant eux-mêmes des victimes, ne cessent d'être à l'écoute des populations locales et prennent la tête des opérations de secours, des efforts de reconstruction ainsi que des actions locales de décontamination. A l'image du maire de Nachikatsuura, M. Shinichi TERAMOTO, qui, malgré la douleur d'avoir perdu des membres de sa famille, a continué à diriger les opérations de secours pour lutter contre les pluies torrentielles.

À l'heure même où je vous parle, le combat face à l'accident nucléaire et à la catastrophe continuent. Ces nombreuses actions menées un peu partout avec abnégation contribuent au « présent » ainsi qu'à l'« avenir » de notre pays. Ne devons-nous pas témoigner à toutes ces personnes une plus grande considération en leur adressant nos encouragements et notre gratitude ?

Nous ne devons pas non plus oublier les sentiments qui unissent les sinistrés, notamment ceux de Fukushima, aux lieux qui les ont vus naître. Alors que de nombreuses régions se sont engagées sur la voie de la reconstruction, les habitants des zones proches de la centrale de Fukushima, qui luttent contre la menace invisible des radiations, sont toujours confrontés à un avenir incertain. J'ai pu prendre connaissance

de l'état d'esprit de ces personnes grâce à des lycéens de Fukushima.

*« Naître à Fukushima, y grandir et y travailler. Me marier à Fukushima, y donner naissance à mes enfants et les y élever. Voir grandir mes petits-enfants et mes arrière-petits-enfants à Fukushima et y passer mes derniers jours. Voilà mon rêve ».*

Ces paroles sont tirées d'une pièce que des lycéens de Fukushima ont écrite et jouée à l'occasion du 35<sup>ème</sup> Festival Culturel des Lycées du Japon qui s'est tenu le mois dernier à Fukushima. Elles débordent d'une énergie qui transcende les émotions comme la tristesse et la colère, l'inquiétude et la frustration, la résignation et le sentiment d'impuissance pour se tourner vers l'avenir. L'enthousiasme de ces jeunes ne nous permet-il pas d'avoir confiance en notre capacité de mener à bien la reconstruction dans les zones sinistrées et à Fukushima ?

Il est extrêmement regrettable qu'un membre de mon gouvernement ait démissionné pour avoir tenu des propos inappropriés et déplacés à l'égard des victimes de la catastrophe. Je renouvelle ici ma promesse que le gouvernement unira ses efforts pour rétablir la situation sur le site de Fukushima et continuer d'apporter aide et assistance aux populations sinistrées.

Même après la catastrophe, le monde continue de tourner et le regard que les autres pays portent sur le Japon évolue jour après jour. Les voix qui vantaient la « grandeur d'âme » des Japonais face à l'adversité font désormais place à des opinions sévères sur le monde politique de notre pays. Certains commentaires moqueurs venus de l'étranger désignent sous le terme de « voie japonaise » « la procrastination et l'incapacité à faire preuve de leadership politique ». Nous risquons aujourd'hui de perdre la confiance en l'Etat, celle que le Japon avait acquise jusqu'à présent.

Nous devons accepter cette dure réalité et la surmonter. Le moment est venu pour les organes du pouvoir exécutif et législatif du Japon de remplir les fonctions qui sont les leurs, afin de surmonter la crise, de protéger le quotidien de nos concitoyens et de faire renaître un Japon fier et plein d'espoir.

## **2. Le rétablissement et la reconstruction après le grand séisme de l'Est du Japon**

### **(Accélérer le rétablissement et la reconstruction)**

Inutile de dire que le rétablissement et la reconstruction post-séisme constituent le dossier prioritaire et le plus important de mon gouvernement. Jusqu'à présent, le

gouvernement, conjointement avec les collectivités locales, a consacré tous ses efforts au processus de reconstruction (construction de logements temporaires, déblayage des décombres, aide aux personnes sinistrées pour procurer des moyens de subsistance). S'il est vrai que des progrès substantiels ont été accomplis par rapport à la situation juste après la catastrophe, nous avons également eu connaissance que le processus souffrait d'une certaine lenteur ou que les aides ne parvenaient pas aux personnes qui en avaient besoin.

La tâche qui incombe à mon gouvernement est claire. Mettre en place une à une des mesures concrètes, de façon progressive mais déterminée, en tenant compte des « Directives de base pour la reconstruction ». Dans cette optique, nous poursuivons nos efforts pour une finalisation rapide d'un troisième budget rectificatif. Nous mettrons également en place incessamment des mesures telles que des subventions facilement accessibles aux collectivités locales ou l'établissement d'un système de zones prioritaires pour la reconstruction.

Le principe essentiel du financement du rétablissement et de la reconstruction est que nous ne devons pas transmettre notre dette aux générations futures. L'ensemble des générations actuelles doivent au contraire faire preuve de solidarité en se partageant ce poids financier. Pour commencer, nous débloquerons des fonds en réduisant les dépenses budgétaires, en vendant une partie des actifs de l'État et en révisant les dépenses de personnel. Parallèlement à cela, nous procéderons, en tenant compte attentivement de la situation économique du moment, à une analyse, sous plusieurs angles, de la question des mesures fiscales temporaires, en fonction des différentes options possibles telles que les éléments fiscaux concernés, la durée d'application de ces mesures et leur montant pour chaque année fiscale.

Nous présenterons rapidement à la Diète un projet de loi pour la création d'une Agence pour la Reconstruction, un organisme interministériel qui proposera un guichet unique pour répondre aux besoins des collectivités touchées. J'appelle tous les partis politiques à collaborer ensemble, afin de permettre l'accélération de la reconstruction dans les régions sinistrées.

#### **(Actions pour trouver une solution à l'accident nucléaire et pour faire renaître Fukushima)**

Le règlement de l'accident sur le site de la centrale de Fukushima représente un défi national. Le Japon ne pourra retrouver la confiance des autres pays sans un

rétablissement du département de Fukushima. Nous ferons notre maximum pour nous assurer de l'absence du moindre rejet de substances radioactives dans l'atmosphère, les sols et les océans. Nous continuerons également à travailler à la réalisation de la feuille de route destinée à redresser la situation à la centrale, tout en faisant tout notre possible pour garantir la sécurité des personnels chargés des opérations de décontamination. En réunissant le savoir-faire des autres pays, nous parviendrons également à surmonter les défis techniques auxquels nous devons faire face aujourd'hui. Afin qu'un tel accident ne se reproduise plus, nous en étudierons les causes en détail, en tenant compte du contexte international, et feront tout notre possible en matière de diffusion de l'information et de prévention des catastrophes.

Le versement des indemnités et des compensations provisoires aux victimes est un autre dossier urgent. Les résidents qui ont été contraints de quitter leurs maisons pour des centres d'hébergement où ils vivent depuis longtemps dans l'inconfort. Les éleveurs qui ont assisté le cœur brisé à l'euthanasie de leurs troupeaux. Les agriculteurs qui n'ont pas eu d'autre choix que de détruire leurs récoltes. Les PME qui ont été poussées à cesser leurs activités du fait de rumeurs préjudiciables et infondées. Pour toutes ces victimes qui connaissent une situation difficile, nous accélérerons les procédures en vue d'un versement juste et équitable des indemnités et des compensations provisoires.

Pour supprimer les inquiétudes des populations et accélérer les efforts en faveur de la reconstruction, il est indispensable de procéder à l'élimination des substances radioactives éparses et à une surveillance médicale rigoureuse des populations se trouvant dans les environs de la centrale. Nous donnerons notamment la priorité aux programmes de surveillance médicale destinée aux enfants et aux femmes enceintes. Afin de garantir la sécurité et la sûreté alimentaires des produits que nous consommons quotidiennement, nous renforcerons les contrôles des produits agricoles, de la viande de bœuf et autres

Certaines zones, principalement autour de la centrale de Fukushima Dai-ichi, présentent toujours des taux de radioactivité extrêmement élevés. En gravant dans nos cœurs le chagrin et le désespoir de ceux qui ont été obligés de quitter la terre de leurs ancêtres, le gouvernement prendra la responsabilité de procéder à grande échelle et avec la collaboration des collectivités locales à des opérations de décontamination des espaces de vie.

En outre, nous ferons en sorte de pouvoir répondre à toutes les catastrophes naturelles de grande ampleur et à tous les accidents qui pourraient menacer la vie et l'intégrité physique des populations. En profitant des enseignements tirés de la présente catastrophe, notre objectif est de faire du Japon un pays capable de résister durablement aux catastrophes naturelles.

### **3. Les mesures pour faire face à la crise économique mondiale**

En plus de la reconstruction faisant suite au grand séisme de l'Est du Japon, une autre priorité absolue de notre gouvernement est le redressement de l'économie japonaise. Depuis le désastre, l'économie japonaise est confrontée à plusieurs défis. La hausse brutale du yen, le risque de pénurie d'électricité et l'instabilité des marchés financiers internationaux survenus conjointement ont rendu la conjoncture particulièrement complexe. Aujourd'hui, la détérioration de ses finances et de l'accélération de la délocalisation industrielle risquent de porter atteinte à la crédibilité dans l'Etat.

#### **(Réorientation de la politique énergétique)**

La réorientation de notre politique énergétique marque le premier pas vers la reconstruction de l'économie japonaise. Suite à l'accident nucléaire survenu à la centrale de Fukushima-Daiichi, la production d'électricité n'a toujours pas atteint un niveau suffisant pour satisfaire la demande. L'électricité étant « le sang » qui permet à notre industrie de vivre, tant qu'un approvisionnement stable ne sera pas garanti, la vie quotidienne des Japonais s'en trouvera affectée et cela aura des répercussions sur l'activité industrielle de notre pays.

Cet été, grâce aux économies d'électricité de chacun, il n'a finalement pas été nécessaire d'avoir recours aux coupures planifiées de courant. Je voudrais remercier tous nos citoyens pour leur compréhension et leurs efforts. Afin de sortir au plus vite de cette période douloureuse, nous allons mettre en place d'ici un à deux ans des mesures visant à la fois l'augmentation de la production et l'économie de la consommation d'électricité.

Parallèlement, nous allons réviser le programme actuel « Les bases de notre politique énergétique à l'horizon 2030 », et présenter un nouveau programme vers l'été prochain. Pour cela, nous examinerons avec sang-froid les choix relatifs au mixte énergétique le

plus fiable à adopter à moyen et long terme, en étant attentif aux opinions des différentes couches sociales et en prenant en compte également la nécessité de la sécurité énergétique et l'étude détaillée des coûts nécessaires.

En ce qui concerne l'énergie nucléaire, il serait inapproprié de réduire le débat à la simple dichotomie « sortir du nucléaire / privilégier le nucléaire ». Sur le moyen et long terme, notre objectif doit être de réduire au maximum notre dépendance vis-à-vis des centrales nucléaires. Ainsi celles à l'arrêt actuellement en raison d'exams périodiques seront redémarrées après que le gouvernement aura bien vérifié la sûreté de ces installations. Cette décision sera prise après avoir instauré une relation de confiance pour la gestion des centrales nucléaires avec les autorités locales concernées.

De plus, concernant la création d'une autorité compétente en matière de contrôle de l'énergie nucléaire, une Agence de Sûreté de l'Energie Nucléaire rattachée au Ministère de l'Environnement sera créée et assurera l'unification des systèmes de contrôle.

On peut dire que l'histoire de l'humanité est aussi l'histoire de la recherche de nouvelles formes d'énergie. Pour notre pays dont les ressources en énergies fossiles sont limitées, nous devons nous imposer comme pionnier dans le monde en créant une société reposant sur de nouvelles énergies. Le Japon envisage d'être un modèle exemplaire dans le domaine de l'économie d'énergie et des énergies renouvelables, tout en mettant à profit ses technologies qui font sa fierté en procédant à des réformes réglementaires et en mettant en œuvre des mesures pour promouvoir ces technologies.

#### **(Mise en place de mesures de riposte contre la hausse du yen et la désindustrialisation)**

La hausse du yen atteignant actuellement un niveau historique, avec l'accélération de l'activité économique des pays émergents, représente pour notre pays un danger de désindustrialisation sans précédent. Les petites et moyennes entreprises ainsi que les entreprises d'exportation qui ont jusqu'à présent soutenu notre économie sont à bout de forces. Si rien n'est fait, nous assisterons à l'effondrement de l'industrie japonaise et par conséquent à une hausse du chômage ; une situation qui nous empêcherait de mener à bien les mesures de reconstruction des zones sinistrées ainsi que celles visant à enrayer la déflation.

La concurrence est rude entre l'Europe, les Etats-Unis et l'Asie où chaque pays cherche à encourager l'implantation sur son sol d'entreprises étrangères. Pour mettre un frein à ce phénomène de délocalisation et maintenir l'emploi domestique, nous allons

devoir mener à bien de nombreuses réformes en collaboration étroite avec la Banque du Japon, en charge des mesures relatives à la politique monétaire.

Tout d'abord, nous allons utiliser le budget de réserve ainsi que le troisième budget rectificatif pour élaborer un plan d'urgence de relance économique qui comprendra entre autres une augmentation significative des subventions en faveur de l'établissement local d'entreprises. Ensuite, en mettant à profit les avantages que nous procure la hausse de la valeur du yen, nous allons encourager les entreprises japonaises à acquérir des entreprises étrangères et des droits sur des ressources naturelles.

### **(Réalisation conjointe d'une croissance économique et d'un assainissement des finances)**

Avant le désastre du 11 mars, le budget annuel de l'Etat dépendait pour moitié de l'emprunt national et le montant global de la dette publique atteignait le seuil dangereux d'un milliard de yens. Le désastre a aggravé l'état critique de nos finances à tel point que la situation du Japon actuelle est la pire parmi les principaux pays les plus développés. Maintenant que on insiste fortement sur la crédibilité de l'Etat, nous ne pouvons plus garder comme modèle une gestion de nos finances dans laquelle des dettes nouvelles sont contractées pour couvrir les dettes précédentes. Pouvons-nous forcer les générations futures, qui ne sont même pas encore en mesure de plaider leur propre cause, à supporter une dette toujours plus écrasante ? C'est la responsabilité de toute notre génération de dirigeants qui est en jeu.

Bien entendu, la route qui mène au rétablissement des finances n'est pas un simple chemin d'agrément. Il faut tout d'abord prendre en compte le chemin vers la réduction des dépenses, une priorité à laquelle doivent se consacrer les responsables politiques et les administrations gouvernementales. Vient ensuite le chemin vers l'augmentation des revenus qui repose sur la reprise économique et la consommation. En plus de ces efforts, il nous faut également nous engager sur le chemin de la réforme du budget en demandant à nos concitoyens de bien vouloir porter un fardeau encore plus lourd afin de ne pas porter préjudice outre mesure aux générations futures. Nous devons donc avancer en ne quittant jamais des yeux ces trois chemins, et c'est pourquoi le trajet sera particulièrement ardu.

La croissance économique et la bonne santé des finances doivent être promues conjointement sans les dissocier telles les roues d'un véhicule roulant à l'unisson. Pour cela, nous devons accélérer la mise en œuvre d'une « Nouvelle stratégie de croissance »



adoptée l'an dernier et renforcer cette stratégie en prenant en compte la situation résultant du désastre de mars 2011, avec pour objectif la présentation avant la fin de l'année d'un nouveau plan de renaissance du Japon.

Afin que le gouvernement puisse agir comme une « tour de contrôle » supervisant une importante politique comprenant la mise en œuvre de ces programmes, nous allons rassembler les précieux savoirs des secteurs industriels, gouvernementaux et académiques, renforcer les assemblées actuelles et créer une structure décisionnelle nouvelle que je dirigerai.

La croissance économique du Japon repose sur la vitalité des entreprises privées, en particulier les petites et moyennes entreprises. Nous allons développer un environnement favorable à la création de nouvelles industries générant de nombreux emplois, en misant tout particulièrement sur le secteur de l'énergie et de l'environnement lié à la résolution du problème du réchauffement climatique, et les activités du domaine de la santé, un enjeu de taille pour notre société marquée par une très forte longévité.

Par ailleurs, afin de renforcer nos liens avec les marchés étrangers en pleine croissance, nous allons continuer à promouvoir une stratégie de partenariats économiques et de conquête de marchés à l'international grâce à un effort commun des secteurs public et privé, tout en essayant d'attirer au Japon des fonds et savoirs extérieurs.

L'idée selon laquelle l'agriculture est la base d'un pays est toujours d'actualité. La nourriture donne la vie, elle la transmet. Et c'est justement parce que les consommateurs exigent des standards de sécurité sanitaire toujours plus élevés que le secteur agricole, forestier et de la pêche a l'opportunité de devenir porteur de croissance dans le futur. En nous basant sur le rapport intermédiaire de « L'Assemblée pour la mise en œuvre du renouveau de l'Alimentation, de l'Agriculture, des Forêts et de la Pêche », nous allons élaborer des solutions concrètes immédiatement pour relancer ce secteur, ce qui représente un enjeu vital pour les régions sinistrées du nord-est du Japon.

Enfin, je tiens à rappeler le rôle de la Poste comme pilier des infrastructures sociales dans les communautés rurales. Il est de la plus haute importance d'adopter rapidement la loi de réforme de la Poste afin qu'elle puisse fournir de manière unifiée les services de base de ses trois activités et assurer le lien social de ces communautés.

Nous allons également poursuivre les réformes conférant une plus grande autonomie aux autorités locales.

#### **4. « Espoir » et « fierté » du Japon**

Nous devons non seulement surmonter la « double crise », à savoir le grand séisme de l'Est du Japon et la crise de l'économie mondiale, mais encore investir pour demain, afin que tous les citoyens retrouvent espoir dans l'avenir et la fierté d'être japonais, que tous puissent se dire « je suis heureux d'être né au Japon ».

#### **(Rétablissement d'une classe moyenne large et réforme de la couverture sociale)**

Auparavant, le Japon était considéré comme un pays où 100 millions de personnes appartiennent à la classe moyenne » ; l'existence d'une classe moyenne conséquente et soutenue par un des meilleurs systèmes de protection sociale au monde était une base de développement économique et de stabilité sociale. Mais le vieillissement de la population et la dénatalité ont porté un coup dur à notre modèle de la famille et de l'emploi et des déchirures ont commencé à apparaître dans ce système de sécurité sociale, pourtant censé être un « filet de sécurité pour la vie ». Ceux qui étaient dans la classe moyenne autrefois rencontrent de plus en plus de difficultés aujourd'hui.

Leur résignation pourrait se changer en désespoir, puis en colère, et la stabilité de notre société en serait menacée. Si nous ne ramenons pas un peu de chaleur au Japon, il n'y aura pour nous ni « espoir », ni « fierté ».

Nous devons élargir notre système de couverture sociale de façon à ce que toutes les tranches d'âge en bénéficient et améliorer sensiblement l'égalité entre les générations. Concrètement, il nous faudra développer des mesures d'aide à destination des jeunes, et soutenir de manière complète les couples ayant des enfants, y compris par l'unification de la maternelle et du jardin d'enfant et par les allocations pour les enfants sur lesquelles le Parti Démocrate, le Parti Libéral Démocrate et le Kômeitô se sont entendus. Un autre grand défi sera de résorber les inquiétudes sur les structures de notre système de soins aux malades et personnes dépendantes pour offrir efficacement un service de grande qualité adapté à la réalité des régions. Il nous faudra également, dans ce contexte de baisse de la population active, favoriser les taux de l'emploi des jeunes, des femmes, des personnes âgées et des personnes handicapées, et encore bâtir

une « société participative » qui donnera la possibilité de travailler à tous ceux qui le désirent. Aussi, il nous faudra créer un « filet de sécurité » fiable pour éviter aux gens de tomber dans le cercle vicieux de la pauvreté.

En juin dernier, le gouvernement et la majorité ont émis à l'issue d'une longue délibération un « projet de réforme unifiée de la fiscalité et de la sécurité sociale ». Ce texte servira de base à un débat impliquant majorité et opposition ayant pour objectif la présentation d'un projet de loi lors de la prochaine session ordinaire de la Diète. J'invite tous les partis et tous les courants à prendre part aux discussions sur cette réforme unifiée, afin de parvenir à la formation d'un consensus et à l'adoption d'une loi sur le sujet.

**(La volonté de s'engager activement dans le monde et d'apporter une contribution à la communauté internationale et à l'humanité)**

Pour que le Japon retrouve « fierté » et « espoir », il y a une autre chose à ne pas oublier : c'est la détermination à être présent sur la scène internationale. Nous ne devons pas nous renfermer sur nous-mêmes. Depuis la Restauration de Meiji, nos ancêtres, en se mesurant au reste du monde, nous ont montré le chemin de la prospérité. Aux problèmes que rencontre la communauté internationale et aux questions qui se posent quant à l'avenir de l'humanité, le Japon a sans aucun doute ses propres réponses à apporter. Afin de cultiver chez les jeunes générations l'envie de devenir les pionniers d'une nouvelle ère, nous encouragerons le développement des ressources humaines par une éducation plus ouverte sur le monde et qui permet d'apprendre et de réfléchir par soi-même. D'autre part, nous explorerons des pistes pour défricher les frontières d'un nouveau Japon, telles que les nouveaux modèles de développement régionaux qui visent à avoir un pays natal prospère, la mise en valeur des côtes et espaces maritimes proches qui, dit-on, regorgent de richesses, ou encore la création d'une structure pour promouvoir d'une façon stratégique l'exploitation et l'utilisation spatiales.

**(Retrouver la confiance des citoyens en la politique et la fonction publique)**

Sans la confiance des citoyens en la politique et l'administration, le pays ne fonctionne pas. Nous nous efforcerons de restaurer cette confiance en tirant des réformes administratives et politiques des résultats concrets. Dès 1946, juste après la Seconde Guerre mondiale, une décision du Conseil des ministres promettait déjà une « refonte totale du fonctionnement de l'administration » pour hausser la confiance des

citoyens. Mais bien que soixante ans se soient écoulés depuis, celle-ci reste inachevée. Nous nous emploierons à faire la chasse au gaspillage et à l'improductivité de l'administration pour privilégier ses fonctions réellement indispensables. Nous devons constamment pousser cette tâche plus avant, et l'inscrire dans la durée. Nous allons approfondir le travail de « tri » pour réévaluer les programmes gouvernementaux qui avait été accompli après le changement de majorité. Cela rappelle au gouvernement et à la majorité que la vie des citoyens est primordiale et cela les amène à réformer tous les secteurs de l'administration en s'opposant à leurs acquis.

Pour faire montre de notre capacité à servir vraiment la population et offrir des prestations efficaces et de qualité de l'administration nous nous appliquerons à concrétiser la réforme de la fonction publique, en visant à faire passer rapidement une loi concernant la réforme de la fonction publique d'Etat et en réduisant les frais de personnels de celle-ci.

Sur le plan politique, notre premier sujet de préoccupation sera de remédier au trop grand écart entre les différentes valeurs des suffrages suivant les circonscriptions, lequel a été jugé inconstitutionnel. Je compte sur les parlementaires des deux chambres pour débattre sérieusement de la forme que doit prendre notre système électoral et notamment du nombre de sièges à la Diète.

## **5. Une diplomatie et une politique de sécurité nationale pour correspondre à une nouvelle ère**

### **(Le changement de la situation du Monde et de l'environnement sécuritaire autour du Japon)**

La situation du monde qui entoure le Japon évolue chaque jour, même après le récent séisme. L'influence des pays émergents augmente dans le monde. Donc, la diplomatie japonaise elle aussi doit répondre à cette nouvelle demande de l'ère où la multipolarisation progresse.

En outre, il y a de moins en moins de transparence dans l'environnement de la sécurité autour de notre pays. Dans cette situation-là, il y a une obligation naturelle pour l'Etat d'établir un système, en temps de paix, qui soit en mesure de répondre rapidement à n'importe quelle crise, afin de maintenir la paix et la stabilité à l'échelle régionale, et de garantir la sécurité des citoyens japonais. Nous allons établir une force de défense dynamique qui possèdera une adaptabilité et une mobilité conformément au

« Nouvelles Grandes Lignes de Défense Nationale » adopté fin 2010, afin de répondre à ce nouvel environnement en ce qui concerne la sécurité.

### **(Le développement et l'approfondissement de l'alliance nippo-américaine)**

L'alliance nippo-américaine reste le pivot de notre sécurité nationale ainsi que de notre diplomatie et un bien commun pour la promotion de la stabilité et de la prospérité non seulement pour la zone Asie-Pacifique, mais aussi pour le monde entier.

Ces liens, qui depuis plus d'un demi-siècle n'ont cessé de s'approfondir, ont bien un sens comme cela nous a été une nouvelle fois confirmé à travers, par exemple, l'Opération Tomodachi (« amis ») après à la catastrophe du 11 mars. A mesure que nous bâtirons une relation de confiance mutuelle avec les dirigeants américains, nous renforcerons la coopération à divers niveaux, en particulier dans des domaines tels que la sécurité, l'économie, la culture ou les échanges humains : nous développerons cette alliance pour qu'elle corresponde au contexte du XXI<sup>ème</sup> siècle.

Concernant la relocalisation de la base aérienne de Futenma, tout en nous appuyant sur l'accord bilatéral existant, nous devons éviter que la situation ne s'enlise sur le site actuel, et alléger la charge qui pèse sur le département d'Okinawa du fait de la présence de l'armée américaine. Nous ferons tout notre possible et fournirons des explications sincères aux habitants de la région, dont nous sollicitons la compréhension. D'autre part, nous nous pencherons activement sur la question du développement d'Okinawa.

### **(Le renforcement des relations bilatérales avec les pays voisins)**

Nous souhaitons développer nos rapports de confiance et renforcer nos relations avec les pays voisins de l'Asie Pacifique qui a dorénavant l'espoir de devenir le centre de la croissance mondiale, en tant qu'amis qui partagent le même région à vivre, par la consolidation des relations politiques et économiques, mais aussi par l'approfondissement des échanges culturels.

A propos des relations nippo-chinoises, à l'aube du 40<sup>ème</sup> anniversaire de la normalisation des relations diplomatiques entre nos deux pays l'année prochaine, le Japon approfondira « la relation stratégiquement mutuellement bénéfique » avec la Chine, en accélérant des coopérations concrètes dans des domaines variés, en invitant également la Chine à assumer un rôle approprié en tant qu'un des membres responsables au sein de la communauté internationale avec davantage de transparence.

D'autre part, nous nous efforcerons aussi de renforcer davantage la relation avec la République de Corée, pour les cent futures prochaines années. Avec la Corée du Nord, en étroite coopération avec les pays concernés, le gouvernement japonais, sur la base de la Déclaration de Pyongyang Japon-RPDC, recherche la résolution des problèmes en suspend comme les enlèvements de citoyens japonais, le nucléaire ou les missiles et poursuit la normalisation des relations avec la Corée du Nord en mettant un terme aux différends historiques regrettables. S'agissant des enlèvements de nos citoyens, le Japon ne ménagera pas ses efforts, sous la responsabilité de l'Etat pour le retour de toutes les victimes le plus rapidement possible.

En ce qui concerne la relation avec la Russie, le Japon consacre son énergie à résoudre la question des Territoires du Nord qui constitue notre plus grande question en suspend, il poursuit également le développement d'une relation nippo-russe qui conviendrait à des partenaires d'Asie-Pacifique.

#### **(Lien avec le monde en voie de multipolarisation)**

Dans ce monde en voie de multipolarisation, il est essentiel d'avoir une grande volonté de s'attaquer ensemble aux grands sujets mondiaux de préoccupation pour cultiver des KIZUNA (« liens d'amitiés solides ») avec les autres pays. Ces «KIZUNA avec une grande volonté » doivent être cultivés et déployés à de multiples niveaux, par divers acteurs publics et privés.

Les efforts de rétablissement et de reconstruction qui ont suivi le séisme du 11 mars aussi forment un bon exemple de «KIZUNA». Les régions sinistrées ont bénéficié d'innombrables soutiens chaleureux en provenance du monde entier. On peut considérer ces soutiens comme les fruits significatifs des contributions du Japon au profit de la communauté internationale depuis la fin de Seconde Guerre mondiale et de la confiance que le monde a en nous. Notre pays est le seul à avoir connu l'horreur d'un bombardement nucléaire et il est maintenant la victime d'un désastre naturel d'une ampleur sans précédent. Nous devons donc nous exprimer fermement sur la nécessité du désarmement et de la non-prolifération nucléaires dans le monde entier en prenant la tête du mouvement et en même temps partager avec les autres nations les enseignements et les connaissances que nous avons tirés de nos expériences tragiques dans les domaines de la sécurité nucléaire et de la prévention des catastrophes naturelles afin de rendre aux pays amis leurs bienfaits.

En nous appuyant sur les « Directives de base sur les partenariats économiques globaux », nous poursuivrons nos efforts stratégiques en vue de la conclusion d'accords de partenariat économique (APE) de haut niveau. Concrètement, nous accélérerons les discussions bilatérales avec la Corée du Sud et l'Australie et travaillerons au lancement très prochain de négociations pour la conclusion d'un APE avec l'Union européenne, ainsi que d'un accord tripartite Chine-Japon-Corée du Sud. Dans le même temps, nous débattons de l'éventuelle participation du Japon aux négociations pour l'Accord de partenariat transpacifique (TPP) et prendrons une décision au plus tôt.

Nous conduirons une diplomatie économique active, y compris pour garantir la stabilité de l'approvisionnement en énergie, ressources et produits alimentaires. D'autre part, nous impliquerons activement le Japon dans les questions telles que l'aide aux pays en voie de développement, les négociations internationales sur les changements climatiques, la gestion des événements au Moyen Orient et en Afrique du Nord, ou encore des mesures de soutien aux Etats fragiles.

## **6. Pour conclure**

La politique c'est élaborer avec persévérance les solutions réalistes à des problèmes, tout en conciliant des intérêts et valeurs divergents. Quant à la démocratie parlementaire, sa nature même est de parvenir à un consensus basé sur l'accumulation des dialogues et la compréhension.

Sous le gouvernement précédent, nous avons déjà pu résoudre un certain nombre de problèmes grâce à un dialogue constant. La cohabitation parlementaire actuelle entraîne certes des contraintes, mais c'est également une excellente opportunité de nous remémorer la nature intrasèque du pouvoir législatif, c'est-à-dire utiliser le débat pour trouver un terrain d'entente.

A tous les membres de la Diète réunis ici qui représentent le peuple, à tous les Japonais, je tiens à rappeler ceci :

Afin de faire renaître le Japon après un péril sans précédent, il nous faut impérativement rassembler toutes nos forces potentielles. Les membres du gouvernement s'allient pour accomplir leur devoir. Les fonctionnaires, en tant que spécialistes, déploient tout le champ de leurs compétences. La majorité et les partis d'opposition maintiennent le dialogue pour trouver une convergence. Il est temps pour

tous les Japonais, c'est-à-dire, le Gouvernement, chaque individu, chaque entreprise, sans exception, d'unir leurs forces pour faire face à cette crise.

En tant que chef du gouvernement, je serai à l'écoute de tous. Ma ligne de conduite sera « honnêteté et sincérité ». Je me dévouerai tout entier au seul peuple japonais et réitère à cette occasion mon intention de ne reculer devant aucun effort, d'avancer pas à pas avec ténacité pour surmonter la crise à laquelle nous sommes confrontés et résoudre les problèmes accumulés au fil des ans.

Je souhaite clore mon discours programme en remerciant par avance mes concitoyens pour leur compréhension et leur coopération.

fin